

Forum Social Mondial de Dakar, février 2011
Assemblée de convergence pour l'action : Justice Fiscale

Au FSM de Belém de 2009, en plein cœur de la crise financière internationale, nous avons été nombreux à lancer un appel international pour « Remettre la finance à sa place ».

A l'occasion du FSM de Dakar, nous proposons une nouvelle action concrète pour exiger plus de justice fiscale.

Des organisations de quatre continents ont lancé un appel international intitulé « Action Mondiale Stop Paradis Fiscaux ».

L'ensemble des pays souffrent actuellement des effets de la crise et nombre d'entre eux connaissent des coupes budgétaires sans précédent.

Les pays du Sud sont toujours victimes du pillage de leurs ressources lié à l'évasion fiscale.

Les pays du G20 portent la responsabilité de la crise financière internationale. Ils ont le devoir d'agir pour mettre fin aux paradis fiscaux en ciblant leurs utilisateurs - les entreprises multinationales et les banques internationales afin d'exiger d'eux toute la transparence sur leurs activités.

Nous vous invitons à nous rejoindre pour soutenir et diffuser très largement cet appel.

Le réseau pour la justice fiscale en Afrique est membre du réseau international pour la justice fiscale. Nous cherchons à développer et renforcer les liens entre organisations de la société civile africaine qui mobilisent des citoyens engagés dans la lutte pour la justice fiscale.

Nous avons trois objectifs principaux pour lesquels nous articulons notre action au niveau national, régional et international.

- La mise en place de régimes fiscaux justes, progressifs et équitables avec notamment un système de collecte efficace et transparent.
- La fin de la concurrence fiscale vers le bas, qui prive les Etats des marges de manœuvre nécessaires pour mener des politiques fiscales indépendantes, et
- La lutte contre les flux de capitaux illicites, l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

Dans notre assemblée, nous avons décidé d'amender la déclaration de Nairobi pour la justice fiscale afin d'intégrer les résultats de nos discussions pendant le FSM de Dakar et de la proposer à signature.

Dereje Alemayehu, TJN Africa et Mathilde Dupré, CCFD-Terre Solidaire, coordinatrice de la plateforme française paradis fiscaux et judiciaires